

[Texte]

It is not so much for the purpose of second guessing the decision of the government to restructure because, as has again been pointed out by my colleague, we must accept that—that is the government's decision and that is why it has proposed the legislation—but to ensure that the interests of the taxpayer, first, financially and, second, in terms of following the law properly, are properly addressed here.

I do not want to go into a big list of questions. We would get into a debate then. Maybe by calling witnesses to address them we may also get into issues on the policy side of the debate. But I want to assure committee members that there are real issues such as, but not confined to, the one that I mentioned involving the accounting study of the disposition of those three parcels of real estate.

None of us want to see the taxpayer get skinned in this and we would not want a piece of housekeeping to materially harm the cultural programming that is ongoing in Toronto. One way or another it will either continue or it will shrink, based on the funding available. That is the reason all this began. The federal government does want to "get out" of Harbourfront and I guess we accept that this is to be the case. But how it does it is important and the impact on the people of Toronto is very important, as are the financial considerations.

I am suggesting to members that we may want to look at more witnesses than simply departmental witnesses in relation to Harbourfront.

• 1215

**Mr. Harb:** I just want to elaborate on what my colleague was talking about, especially in the area of Harbourfront. It will not do us any harm at all if we are to listen to some witnesses.

**Mr. Couture:** If we review the basis of the existence of Harbourfront, after all the studies that have been done and evaluated, we are always going to have three or four different groups in front of us that may accept part of what has been said—naturally, the other groups do not accept it. It is very difficult to come to a firm agreement with everybody.

With the announcement that was made on November 27, we have exactly what the government wants to do from now on: a non-profit charitable corporation will take care of the cultural sector; a public charitable foundation will manage the fund generated by some of the assets. The balance of the assets will be used, and the federal government is definitely not there in Harbourfront to own assets that are not used for the good of the people living around it. They are going to be returning to parks and other public purposes.

If we are satisfied with that, the mayor could have been out voted by 14 to 1, or any other group may be out voted, too, agreeing with it or disagreeing. But in the end, the purpose of Harbourfront is well met with what we are going to have in front of us and all the objectives are kept in line. They still have exactly the same definition as they had when they started. Naturally, we are giving back to the public what really belongs to them. It is a fair deal.

[Traduction]

Il ne s'agit pas vraiment de mettre en doute la décision, prise par le gouvernement, de réorganiser toute l'affaire. En effet, comme mes collègues l'ont signalé une fois de plus, il faut accepter la décision prise par le gouvernement et le projet de loi qui en découle. Il faut plutôt, dans un premier temps, veiller à ce que contribuable en ait pour son argent et, deuxièmement, s'assurer que tout soit fait dans les formes.

Je n'ai pas l'intention de poser une longue liste de questions et de nous lancer dans un débat. Peut-être qu'en convoquant des témoins et en discutant avec eux, on pourrait également aborder l'aspect politique du débat. Mais je tiens à assurer aux membres du comité que des questions de fond se posent dans ce dossier, par exemple, mais ce n'est pas limitatif, celle que j'ai mentionnée au sujet de l'étude des aspects comptables de la cession de ces trois parcelles de terrain.

Aucun d'entre nous ne souhaite voir le contribuable se faire rouler dans cette affaire et nous ne voudrions pas non plus qu'une mesure administrative nuise aux programmes culturels à Toronto. D'une façon ou d'une autre, les activités culturelles en question vont se poursuivre ou perdront de l'ampleur, selon le financement disponible. C'est la raison d'être de tout cet exercice. Le gouvernement fédéral veut se retirer du dossier de Harbourfront et je suppose que nous l'acceptons tous au départ. Mais la façon dont il s'y prend est importante et les répercussions de ce retrait sur les habitants de Toronto sont très importantes, de même que les considérations d'ordre financier.

J'invite les membres du comité à considérer qu'il serait peut-être souhaitable d'entendre d'autres témoins au sujet de Harbourfront et de ne pas nous contenter d'entendre les représentants du ministère.

**M. Harb:** J'aimerais poursuivre sur le sujet abordé par mon collègue et revenir en particulier à Harbourfront. Cela ne nous ferait pas de mal d'écouter quelques témoins.

**M. Couture:** Si nous examinons la base de l'existence de Harbourfront, après toutes les études qui ont été faites, il y aura toujours trois ou quatre groupes qui seront d'accord avec ce qui a été dit et d'autres qui seront contre. Il est très difficile d'être d'accord avec tout le monde.

Dans l'annonce qu'il a faite le 27 novembre, le gouvernement expose clairement ses intentions: il veut confier le secteur culturel à un organisme de charité à but non lucratif et donner la gestion des fonds produits par les autres actifs à une oeuvre de charité publique. Le reste des actifs sera utilisé et le gouvernement fédéral est résolu à ne pas rester propriétaire d'actifs d'Harbourfront qui ne seraient pas utilisés pour le bien des habitants du secteur. Le gouvernement va les utiliser dans les parcs et à d'autres fins publiques.

Si cette formule nous convient, on peut l'imposer au maire par 14 voix contre 1 et à n'importe quel autre groupe, qu'il soit d'accord ou non. Mais, en fin de compte, les principes qui ont présidé à la création de Harbourfront ainsi que tous les objectifs sont bien respectés par ce que nous allons proposer. La définition est exactement la même qu'au départ. Naturellement, nous rendons au public ce qui lui appartient. Ce n'est que justice.